

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE
DE L'INFORMATION

....., le

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

PI 1270

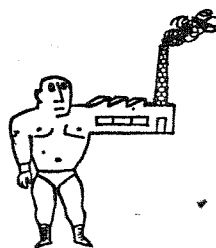
-Titre: Conférence de presse de N. Andriessen, membre de la Commission des CE chargé de la concurrence.

-Source: Bruxelles, Parlement, 18 mai 1984.
= CCE. - BL. 15 cm/s. 1h03 min. 2 bobs. - nl.

-Résumé: le point sur la restructuration dans la sidérurgie, après les décisions du 29 juin 1983 (prises conformément au "Code des aides" instauré le 7 août 1981) préconisant une réduction de la capacité de production accompagnée d'un plan de restructuration que chaque Etat membre devra soumettre à la CCE (à défaut de quoi aucune aide publique ne pourra être libérée). Un commentaire sur les différents plans: allemand et néerlandais (un effort de réduction de production supérieur à celui demandé), italien (encore en discussion), français et britannique (non encore soumis), islandais.

-Classification: Andriessen, F. (CCE-PB); 10.2.2 SID (CE)

industrie



Restructurations dans la sidérurgie

Au cours d'un entretien avec la presse, M. Andriessen a fait le point de la situation de la restructuration sidérurgique dans la Communauté.

La totalité des réductions des capacités sidérurgiques dépassera les 26,7 mio de tonnes que la Commission a exigées dans sa décision du 29 juin 1983 (J. O. L 227 du 19.8.83). Elle approcherait les 30 mio de tonnes.

Les gouvernements allemand et néerlandais ont finalement offert un effort de réduction de capacité de leur industrie sidérurgique supérieur à celui qui leur avait été demandé.

Sur la question de savoir s'il n'y a pas lieu de proposer une prolongation des délais prévus dans le code des aides sidérurgiques, M. Andriessen a dit : « La Commission n'a pris aucune initiative. Elle aurait à réagir si des Etats membres faisaient appel aux facultés que le code offre sous ce rapport (les clauses 11 et 12). Une prorogation des délais ne serait possible que par accord unanime du Conseil. Les fermetures prévues dans les plans nationaux ne peuvent en aucun cas être reportées au-delà du 1^{er} janvier 1986. »

Plan italien encore en discussion

Pour ce qui est de la sidérurgie italienne : M. Andriessen a confirmé que le Gouvernement italien a soumis à la Commission, le 7 mai dernier, son plan officiel qui répond aux exigences de la décision de la Commission.

Ce plan prévoit une réduction des capacités de 5,8 mio de tonnes, dont 3,8 dans le secteur public. Dans le secteur privé, une réduction de 2 mio de tonnes est prévue, mais elle devrait encore être spécifiée et identifiée. Ceci amènera la Commission à poursuivre ses conversations avec les autorités italiennes.

Retard pour les plans français et britannique

En conclusion, M. Andriessen a dit que seuls les gouvernements français et britannique n'ont pas encore soumis à la Commission leurs plans de restructuration.

Le plan irlandais, tel qu'il a été présenté par le Gouvernement, est définitif. Mais M. Andriessen n'excluait pas que ce plan pourrait faire l'objet de modifications ultérieures.

Programme prévisionnel pour le 2^e trimestre

Le J. O. C 124 du 6 mai 1983 contient le programme prévisionnel de la Commission pour le 2^e trimestre.

Dans son étude de la conjoncture d'ensemble, la Commission estime :

Croissance plus forte que prévue

Bien que la croissance de la Communauté Européenne soit plus forte que prévue, le produit brut en valeur réelle n'a augmenté que de 0,8 % par rapport à l'année dernière.

Des indicateurs récents montrent que la croissance s'est poursuivie de manière modérée au cours de l'année dans la plupart des pays, à l'exception notable du Royaume-Uni.

En dépit des fluctuations, la tendance de la production industrielle dans la Communauté a été de 4 % plus forte qu'en 1982.

La reprise de la demande en partie compensée par la poursuite des investissements qui s'est produite dans les pays membres.

En Allemagne et au Royaume-Uni, on a constaté au cours de 1983 des signes d'une reprise dans la construction.

Meilleurs résultats à l'exportation

Les derniers mois de 1982 ont également été marqués par une augmentation de la demande à l'exportation. La mesure que la Commission a prise pour limiter les effets de la reprise aux Etats-Unis, grâce à l'effet secondaire des importations au fur et à mesure que la demande intérieure a augmenté, a permis de réduire le déficit commercial de la Communauté continué jusqu'en 1982, cela par une amélioration de l'échange.

Au troisième trimestre 1983, le déficit commercial a été de 4,5 milliards d'ECU, contre 6 milliards d'ECU au troisième trimestre 1982.

Stabilité du chômage

Le chiffre du chômage (hors saisonnières) n'a pas augmenté au printemps dernier où il était de 10,4 % (taux total).

Ralentissement de l'inflation

La tendance au ralentissement de l'inflation s'est poursuivie. La réduction des prix de production d'origine intérieure a permis de penser l'effet du raffermissement de certains produits non soumis à importations.

Pour la Communauté, le taux moyen de hausse de la consommation, pendant le premier trimestre 1983, a été de 0,8 %.